

SU 7 II 5 80

FS/md
AMBASSADE DE FRANCE

Moscou, le 15 mai 1979

EN U.R.S.S.

- - - - -

N° 159 /EU.

JACQUES DUPONT
CHARGE D'AFFAIRES DE FRANCE a.i. en U.R.S.S.

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR JEAN FRANCOIS-PONCET
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

- Direction d'Europe -

- Sous-Direction d'Europe Orientale -

OBJET : Jeux Olympiques 1980.

COMMUNIQUE :

DAM
DE
DGRGST
ATHENES
BELGRADE
BERLIN EST
BONN
BUCAREST
BUDAPEST
GENEVE
HELSINKI
LONDRES
MEXICO
NEW-YORK-ONU
OTTAWA
PEKIN
PRAGUE
PRETORIA
SOFIA
TIRANA
TOKYO
VARSOVIE
WASHINGTON
ROME

Les Jeux Olympiques vont, pour la première fois, se dérouler dans un pays socialiste. Il ne fait pas de doute que l'URSS a bien mesuré le défi qu'elle a relevé en proposant d'organiser les Olympiades de 1980. Elle s'estime, mieux que toute autre nation, en position de faire triompher l'idéal olympique de paix et d'amitié entre les peuples. Leader du monde socialiste, elle veut démontrer qu'elle est capable de rivaliser avec les capitales occidentales pour l'organisation matérielle des épreuves sportives et l'accueil de grandes masses de spectateurs. Elle tient à faire la preuve de son aptitude à surmonter les difficultés de tous ordres qui pourraient contrarier le bon déroulement de la manifestation. Sans doute estime-t-elle qu'une organisation irréprochable des Jeux de Moscou lui vaudra dans le monde un surcroît de prestige.

+

+ +

.../...

La préparation

Les Jeux Olympiques se dérouleront à Moscou du 19 juillet au 3 août 1980. Kiev et Léninegrad abriteront les éliminatoires de la compétition de football. Tallinn accueillera l'ensemble des épreuves nautiques. 13 000 athlètes environ participeront aux épreuves ; 7 000 journalistes et correspondants de presse assureront l'information. 500 000 spectateurs sont prévus dont 150 000 étrangers et 350 000 Soviétiques. A ces chiffres, il convient d'ajouter les invités officiels du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO) ^{1/}.

A un peu plus d'un an de cette manifestation, l'organisation matérielle des épreuves et de l'accueil des spectateurs étrangers paraît bien engagée.

Les équipements sportifs et touristiques, prévus dans le Xème plan, ont déjà atteint un degré de réalisation satisfaisant.

Richement dotée en installations sportives, l'URSS a fait porter l'effort principal (60 % de l'ensemble des travaux) sur la rénovation et la modernisation de l'infrastructure ancienne. A Moscou et Tallinn, des édifices nouveaux, de taille imposante, ont cependant été construits. Dès l'été 1978 ont été mises en service quelques-unes des réalisations majeures de l'ensemble olympique : salle Lojniki, terrains de tir à l'arc, salle du club central de l'Armée pour la gymnastique. Seize des vingt deux principales installations sportives prévues à Moscou seront en service pour les Spartakides de l'été 1979, qui permettront d'en faire l'essai. Le centre de régates de Tallinn est à l'heure actuelle achevé et le village olympique près de l'être, au moins pour le gros oeuvre. Une délégation belge, dont les déclarations ont été soigneusement reprises par Tass, a exprimé

^{1/} Le chiffre de ces spectateurs est en baisse constante depuis 1976 : de 600 000 étrangers et Soviétiques, le chiffre est passé à 130 000 étrangers dans la dernière estimation de M. NOVIKOV ; ce phénomène est significatif de la crainte des organisateurs de ne pouvoir assurer un accueil satisfaisant au plus grand nombre. Des quotas de spectateurs seront attribués proportionnellement au nombre des athlètes engagés et de touristes enregistrés annuellement en URSS pour chaque pays. L'Intourist pourra régler, grâce à son monopole d'organisation des séjours le flux des entrées. Les voyages organisés à cette occasion ne comprendront qu'un bref passage (3 à 4 jours) dans les sites olympiques, le reste du temps étant consacré à la visite du pays.

sa satisfaction de la manière dont seront logés, nourris et entretenus les athlètes pendant la durée des Jeux. Ceux-ci seront en effet, les mieux accueillis parmi les invités étrangers.

Le logement, la restauration, le transport des touristes étrangers posent, dès à présent à l'URSS de gros problèmes : l'accueil de centaines de milliers de spectateurs étrangers n'apparaît pas aisé compte tenu du handicap initial de l'industrie touristique du pays. La capacité hôtelière de Moscou est mal connue : selon les statistiques officielles, elle varie de 25 000 à 50 000 lits. Pour l'ensemble des sites olympiques, le total des places actuellement disponibles doit être augmenté de 70 000 unités dont 40 000 pour Moscou. Quelques firmes étrangères (française, américaine et yougoslave) participent à la construction d'énormes ensembles hôteliers. Des terrains seront équipés en camping. 30 000 places seront trouvées dans les écoles et universités dotées d'internat. La situation est si tendue à Léninegrad que le directeur de l'Université, par exemple, aurait renoncé à un deuxième lecteur français afin de conserver un appartement libre en vue des Jeux Olympiques. Il est vraisemblable que le marché noir des logements contribuera à combler les lacunes des organismes officiels pour les spectateurs soviétiques. Ceux-ci recevront des billets et des autorisations de séjour à Moscou par le canal du Conseil central des syndicats qui a été chargé de la répartition des 350 000 places réservées aux Soviétiques à qui seront attribués 55 % des 6,4 millions de billets prévus.

Autre sujet de préoccupation, le transport des spectateurs imposera une augmentation importante des moyens existants dans les centres olympiques. Moscou disposait en 1976 de 16 000 véhicules, taxis et petits autobus, nombre qui a sans doute augmenté du fait de la mise en service de véhicules neufs depuis que les données 1976 ont été publiées. Fin 1979, le nombre des tramways, trolleybus et autobus sera voisin de 13 000. Il est prévu d'accroître de 3 500 le nombre des taxis et de 6 000 celui des autobus. On peut se demander si cet appoint sera suffisant, compte tenu du nombre de véhicules

chroniquement en panne. Il est permis de douter aussi de la capacité du réseau routier urbain de Moscou à absorber la circulation de si nombreux véhicules aux mêmes heures pour les mêmes destinations : le manque de souplesse du système de signalisation et des règles de circulation risquent de conduire à de sérieuses difficultés.

Le sort des visiteurs sera incertain en matière de services. On compte à Moscou 55 000 places de restaurant, cantines, etc. Pour les Jeux, il sera construit 40 restaurants et des installations provisoires pour porter cette capacité à 125 000 places. Le journal "Sovietski Sport" estime à 100 000 le nombre des personnels de service nécessaire : les étudiants et membres des Komsomols en fourniront la plus grande partie, mais il reste néanmoins à former 7 000 spécialistes de la restauration et 20 000 employés et vendeurs divers. Les organismes soviétiques compétents dans ce domaine s'affirment capables d'y parvenir. Le Comité d'organisation des Jeux en doute et reconnaît que le problème des services, d'une manière générale, est le point noir de la préparation des Jeux : l'offre de la société française EUREST d'équiper un restaurant olympique en assurant gratuitement la formation du personnel a été accueillie très favorablement. Si les conditions d'accueil des spectateurs risquent d'être insuffisantes, les correspondants de presse se sont vu porter une attention particulière.

Les organisateurs des Jeux ont consenti un énorme effort pour que les membres de la presse puissent effectuer leur travail dans des conditions "propres à satisfaire les plus exigeants", selon l'expression même de M. NOVIKOV, président du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques (COJO). La station télex de Moscou, avec ses 2 000 lignes, est achevée ainsi que le centre de presse principal doté d'équipements particulièrement modernes. Un central téléphonique de 1 500 câbles dans Moscou même et le centre de radio et télévision d'Ostankino sont en bonne voie de réalisation. A proximité, la société française SEFRI vient d'achever la construction d'un hôtel de 3 600 places (1821 chambres) pour l'accueil des correspondants de presse. Les centres olympiques situés hors de la

capitale seront également pourvus de centres de presse auxiliaires (celui de Tallinn est déjà réalisé). Les journalistes, affirme-t-on, disposeront de toutes facilités pour accomplir leurs missions d'information.

+

+ +

Le coût et les
risques de l'opé-
ration

Au total, le bilan des installations achevées, ou sur le point de l'être, laisse apparaître que les moyens consacrés à la préparation des Jeux sont très importants.

D'ores et déjà, la concentration des moyens financiers et matériels sur l'organisation de l'Olympiade se fait au détriment de l'équipement des autres centres urbains du pays. Ainsi la ponction qui va être opérée sur les moyens de transport des villes non olympiques va causer de graves problèmes en raison du sous-équipement de la majorité d'entre elles : par exemple, le chiffre de 3 500 taxis individuels prévus pour renforcer le parc moscovite excède largement le nombre de véhicules en service (2 500) dans une ville comme Tachkent. Si l'on tient compte de l'existence de plusieurs centres olympiques, on peut estimer que les villes non olympiques seront très démunies de moyens de transport pendant une longue période au moment des Jeux de Moscou.

L'industrie du bâtiment consacre aux réalisations olympiques une grosse partie de ses moyens. Le nombre des chantiers en sommeil dans Moscou laisse à penser que la préparation des Jeux se fait aux dépens de la construction courante : les organismes compétents s'en défendent sans apporter la preuve du contraire. Dans un autre domaine, le ravitaillement même de Moscou en denrées alimentaires est déjà limité en vue des Jeux : le bœuf court dans la capitale que la viande de bœuf est congelée et stockée dès maintenant et qu'à partir de l'été prochain, un maximum de produits sera mis en réserve. Il est difficile d'accorder un crédit entier à ces bruits

alarmistes, ils n'en sont pas moins révélateurs des tensions que cause à l'économie d'un pays de 262 millions d'habitants, l'organisation d'une manifestation qui sera l'occasion pour les Soviétiques de côtoyer quotidiennement des milliers de visiteurs étrangers.

Le coût politique des Jeux n'est pas aisément mesurable. Il est évident que l'afflux des visiteurs étrangers tel qu'il est prévu peut avoir des effets déstabilisants sur la société soviétique. Les autorités s'efforceront de limiter au maximum les contacts avec la population et notamment avec les dissidents qui chercheront à profiter des circonstances pour organiser des manifestations contre les violations des droits de l'homme en URSS. Mais, outre que les mouvements d'opposants ont été repris en main vigoureusement, les principaux responsables seront sans doute "provisoirement exilés" pour la durée des Jeux. D'autre part, pour désarmer les organisations humanitaires et améliorer l'image de marque de leur pays, les Soviétiques ont, semble-t-il, l'intention d'assouplir les procédures policières, en particulier aux frontières.

S'agissant des risques de terrorisme, l'exemple de Munich a suffisamment alarmé l'opinion mondiale pour que se justifient sur les lieux des épreuves et d'hébergement des mesures de protection. Le Général LOJKINE, membre du COJO, responsable de la sécurité des Jeux, a noué des contacts avec ses équivalents canadien, autrichien, allemand et français, pour s'informer de leurs méthodes.

La participation aux Jeux pose également un problème aux Soviétiques. Pour faire connaître sa position de principe, le COJO a annoncé son intention de respecter les décisions du Comité International Olympique (CIO) : seront acceptés à Moscou "tous les pays reconnus par le CIO et en règle avec la charte olympique" ; ainsi l'Egypte et Israël seraient "correctement accueillis". La récente décision du Comité Exécutif du CIO de réintégrer la Chine n'a provoqué aucun commentaire de la presse soviétique. Tass a souligné que l'URSS n'avait jamais cessé de soutenir la candidature de Pékin. La question de la représentation conjointe de la Chine et de Taïwan

reste ouverte : l'Union soviétique, sans prendre position, a laissé aux deux parties le soin de s'accorder par voie de négociation sur la forme à donner à la délégation chinoise. Si elle a une position très conciliante sur ces deux questions, l'URSS a déployé une grande activité pour éviter un boycott semblable à celui qui a marqué les Jeux de Montréal.

Pour s'assurer la participation de tous les Etats africains, elle multiplie les contacts avec leurs dirigeants. Au cours des premiers mois de l'année, des délégations ont visité les pays les plus engagés dans la lutte contre la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Des expositions diverses célèbrent, dans les capitales de l'Afrique noire, les Jeux Olympiques de Moscou. M. NOVIKOV, président du COJO a, au début du mois d'avril, confirmé cette politique en évoquant, à l'occasion de l'invitation faite à l'équipe sud-africaine de rugby d'effectuer une tournée en France, la menace d'une exclusion des Jeux. Si cette attitude a été nuancée dès le 13 avril par un porte-parole officiel du COJO, l'incident est significatif de la pression que peuvent exercer les Etats africains sur l'Union soviétique. Elle risque, dans les mois à venir, d'être amenée à leur fournir des gages pour assurer le succès des Jeux.

+

+ +

Les bénéfices attendus

Sur le plan commercial, l'Union soviétique se prépare à une véritable exploitation de l'Olympiade 1980. On ne peut en douter quand on voit, dans la rue, le succès des produits marqués de l'emblème olympique. Des magasins sont consacrés à la vente de ces objets : on constate que celui de la rue Gorki ne désemplit pas. 1 200 firmes soviétiques ont reçu l'autorisation d'utiliser la marque "Olympiade 1980" : elles n'auront aucune peine à respecter leur plan de production.

.../...

Pour le commerce extérieur, les Jeux sont une opération plus intéressante encore. Tous les moyens d'obtenir des devises ont été employés, "à l'instar de ce qui se ferait dans un pays occidental", comme le souligne un membre du COJO. La firme COCA-COLA a payé 3 millions de dollars l'exclusivité de la fourniture de ses boissons. Quant aux prix des places, il sera fixé à un niveau proche de celui des billets vendus à Montréal, ce qui, compte tenu de la modicité des prix intérieurs soviétiques, représentera un gain de devises important. Des pièces commémoratives en argent, or et platine seront vendues à l'exportation pour une valeur de 160 millions de dollars, soit comme l'indique un document officiel, la moitié de la valeur des pièces vendues par le Canada en 1976.

L'Union soviétique cherche plus à tirer un surcroît de prestige que des bénéfices matériels de l'organisation des Jeux Olympiques 1980. Elle fait un pari sur sa capacité à accueillir une manifestation mondiale et vise à faire la preuve de son efficacité dans un nouveau domaine. Chef de file des pays à économie centralisée et planifiée, elle entend démontrer ainsi la compétitivité du système socialiste dans tous les domaines et notamment en matière de tourisme, d'industrie hôtelière et d'infrastructure sportive.

Pour la population soviétique, les Jeux seront un événement considérable : elle tirera de leur bon déroulement, comme des succès de ses athlètes, une confiance accrue dans les destinées de l'URSS ./.

